

Rapport d'impact du projet de la Facilité Régionale de Stabilisation, fenêtre du Cameroun



Nom du pays : Cameroun



Titre du projet :

Facilité Régionale de Stabilisation dans le Bassin du Lac Tchad, fenêtre du Cameroun

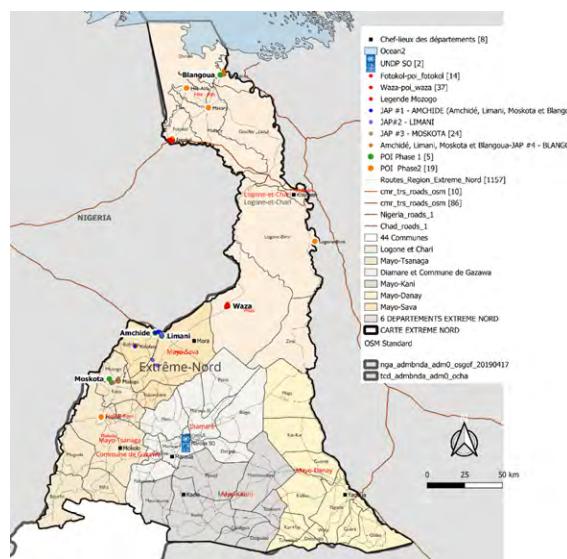
Agence de l'exécution :

Programme des Nations Unies pour le Développement

Zone de mise en œuvre :

Région de l'Extrême-Nord

Plans d'action conjoints :



Amchide, Limani, Kolofata, Mokolo, Mozogo, Moskota, Blangoua, Makary,
Hilé Alifa, Waza, Fotokol, Logone Birni.

1

INDICATEURS QUANTITATIFS CLÉS



Résultat 1.1 : Systèmes de sécurité et de justice communautaires établis et opérationnels dans les zones JAP.

- 1.1.1** Nombre d'infrastructures de sécurité et de justice (agences de maintien de l'ordre, gendarmerie, tribunaux, etc.) construites/réhabilitées : **49** ;
- 1.1.2** Nombre d'infrastructures de sécurité et de justice (agences de maintien de l'ordre, gendarmerie, tribunaux, etc.) équipées : **48** ;
- 1.1.3** Nombre de sites JAP avec des comités de stabilisation communautaire ou des structures similaires établis (adaptation de l'indicateur RSS : "...infrastructures locales pour la paix établies ou renforcées") : **12** ;
- 1.1.4** Pourcentage de représentantes féminines (y compris les présidentes) au sein des comités de stabilisation communautaire ou des structures similaires : **40%** ;
- 1.1.5** Nombre de sites JAP avec des systèmes d'alerte précoce opérationnels : **12** ;
- 1.1.6** Nombre de prestataires de sécurité formés aux droits de l'homme et à la prévention des violences basées sur le genre : **4371** ;
- 1.1.7** Nombre de sites JAP dans lesquels les défenseurs locaux des droits de l'homme signalent les violations des droits de l'homme et les problèmes liés à la protection des civils (indicateur RSS adapté) : **12** ;
- 1.1.8** Nombre d'activités de formation/sensibilisation sur les risques des mines réalisées dans les sites JAP : **12** ;
- 1.1.9** Nombre de lampadaires installés dans les sites JAP : **490** ;

Résultat 1.2 : Infrastructures de services sociaux essentiels construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles

- 1.2.1** Nombre de projets d'infrastructures de services sociaux essentiels (administratifs, santé, EAH et éducation) nouveaux ou réhabilités remis aux autorités locales ou aux communautés (indicateur RSS adapté) : **61** ;
- 1.2.2** Nombre de projets d'infrastructures de services sociaux essentiels (administratifs, santé, EAH et éducation) équipés remis aux autorités locales ou aux communautés (indicateur RSS adapté) : **41** ;
- 1.2.3** Nombre d'installations et d'infrastructures publiques équipées de technologies renouvelables : **52** ;
- WW4** Nombre de points d'eau (y compris les forages) construits/réhabilités dans les zones JAP : **61** ;

Résultat 1.3 : Ménages ciblés bénéficiant d'opportunités

1.3.1 Nombre de projets d'infrastructures productives réhabilitées ou construites (tels que des bureaux de petites entreprises et des structures de marché) : **50** ;

1.3.2 Nombre de personnes bénéficiant de travaux rémunérés comme opportunités de génération de revenus dans les zones JAP (désagrégé par sexe et âge) : **1500** ;

1.3.3 Nombre de personnes bénéficiant de formations courtes et rapides dans les zones JAP (désagrégé par sexe et âge) : **5029** ;

1.3.4 Nombre de personnes bénéficiant de subventions ou d'actifs productifs ou commerciaux (désagrégé par sexe et âge) : **4779** ;

Résultat 2.1 : Les acteurs de la stabilisation ont les connaissances pour consolider les acquis de la stabilisation et promouvoir la cohésion

2.1.1 Nombre d'agents des gouvernements locaux et des municipalités, d'ONG, d'OSC ainsi que des comités de stabilisation communautaire formés à la promotion de la cohésion sociale : **135** ;

2.1.2 Nombre de membres/personnels des structures locales impliquées dans la stabilisation formée à la promotion de l'équité entre les sexes : **200** ;

2.1.3 Nombre d'agents des gouvernements locaux et des municipalités, d'ONG, d'OSC ainsi que des comités de stabilisation communautaire formés aux approches de planification participative communautaire : **80** ;

2.1.4 Nombre de réunions de coordination, de plaidoyer conjoint et de collecte de fonds avec le PNUD, l'ONU et d'autres partenaires de développement : **15**.

RÉSULTATS CLÉS :

Résultat 1.1 : Systèmes de sécurité et de justice communautaires établis et opérationnels dans les zones JAP

**Construction/
réhabilitation et
équipement des
infrastructures
de sécurité :**

49



La construction et la réhabilitation d'infrastructures sécuritaires ont été au cœur de nos efforts pour stabiliser les zones gravement affectées par la crise Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. En renforçant la présence de l'État à travers la construction et la réhabilitation de 49 infrastructures de sécurité, telles que les gendarmeries, les commissariats de police, les bureaux de douanes, les postes de contrôle, les postes frontières, les maisons d'astreintes des policiers, gendarmes et douaniers, les tribunaux coutumiers et les centres de gestion des conflits communautaires, nous avons grandement contribué à créer un environnement plus sûr et plus stable.

Ces actions ont non seulement permis aux populations déplacées de rentrer chez elles en toute sécurité, mais ont également contribué à renouveler le contrat social entre les communautés et l'État. En effet, l'objectif principal de ces interventions était d'établir et de rendre opérationnels des systèmes de sécurité communautaire et de justice dans les localités du JAP. Grâce à la présence accrue des forces de sécurité et des services publics, la sécurité dans ces zones s'est considérablement améliorée, réduisant ainsi les exactions et les violences.

Pour faciliter le déplacement des policiers et des gendarmes dans les communautés ainsi que les services déconcentrés de l'État, le PNUD, à travers son programme de stabilisation, a doté ces secteurs de matériels roulants et de mobiliers de bureau.



En effet, 235 véhicules (210 motos et 25 véhicules pick-up) ont été remis à divers secteurs, notamment la police, la gendarmerie, le MINADER, le MINEPIA, la justice, le MINCAF et d'autres services. De plus, les bâtiments construits ou réhabilités ont été équipés de matériels de bureau tels que des ordinateurs portables, des imprimantes multifonctions, des tables de bureau, des chaises de bureau, des armoires, des chaises pour visiteurs et des ventilateurs. Par ailleurs, toutes les infrastructures sécuritaires ont été équipées en énergie solaire pour faciliter l'éclairage, améliorant ainsi les conditions de travail des bénéficiaires et la qualité des services offerts.

Ces initiatives ont considérablement renforcé la présence de l'État et amélioré la sécurité dans les zones concernées. En facilitant les déplacements et en améliorant les conditions de travail des forces de sécurité et des services publics, ces actions ont permis de mieux répondre aux besoins des communautés locales. Par conséquent, elles ont assuré le retour des populations déplacées, qui avaient subi les exactions de la crise Boko Haram, en leur offrant un environnement plus sûr et plus stable.

Par conséquent, les populations locales, autrefois terrorisées et déplacées, peuvent désormais reconstruire leur vie avec un sentiment de sécurité et de confiance renouvelé. Ces interventions dans le domaine sécuritaire ont transformé la vie des habitants en offrant des services essentiels et en facilitant la résolution des conflits, renforçant ainsi la cohésion sociale et la paix durable dans la région. Selon les résultats de l'enquête de perception réalisée en octobre 2024, 76 % des ménages vivant dans les localités du JAP du projet de la Facilité Régionale de Stabilisation au Cameroun déclarent se sentir en sécurité.

Comités locaux de stabilisation (12), dialogues communautaires (58) et système d'alerte précoce (12)

La création des comités locaux de stabilisation a été une réponse cruciale à l'insuffisance de la communication dans les localités, facilitant ainsi la propagation des incursions de Boko Haram. Pour que les réalisations du projet soient efficaces et durables, il était essentiel que la communauté s'approprie les actions menées. Ainsi, 12 comités locaux de stabilisation ont été mis en place dans les 12 localités JAP, chacun composé de 18 membres issus de la

communauté, y compris les autorités locales, les femmes et les jeunes. Ces comités ont bénéficié de séances de renforcement des capacités sur le contrôle citoyen de l'action communautaire, la gestion des engins explosifs improvisés et la promotion de la cohésion sociale.



En parallèle, plusieurs sessions de dialogues communautaires ont été organisées pour réduire les tensions potentielles entre les forces de sécurité et les communautés. Ces sessions, tenues dans toutes les localités JAP, ont permis d'organiser 58 discussions visant à trouver des solutions aux problèmes de sécurité.

À l'issue de ces dialogues, les participants ont élaboré des Plans Locaux de Sécurité (PLS), qui servent de cadre pour la mise en œuvre des résolutions adoptées et d'outil d'évaluation des actions entreprises par les communautés.

Ces initiatives ont permis de renforcer la communication et la collaboration entre les communautés et les forces de sécurité, contribuant ainsi à une meilleure gestion des problèmes de sécurité et à la stabilisation des zones affectées. Les autorités administratives ont également initié des réunions mensuelles de sécurité entre les leaders communautaires et les forces de sécurité pour partager les informations et harmoniser les stratégies de réponse. De plus, les forces de sécurité ont encouragé l'harmonisation du mécanisme du système d'alerte précoce au niveau communautaire, avec trois plans locaux établis au cours de ce semestre. Par ailleurs, les comités de vigilance dans les 12 localités JAP ont été équipés de systèmes d'alerte précoce pour renforcer la sécurité et la stabilité. Ces comités ont reçu un appui sous forme d'équipements et de formations, ce qui a permis de sensibiliser les populations affectées sur leur rôle crucial dans l'amélioration de la sécurité de leurs communautés. En renforçant les compétences des comités de vigilance et en les dotant d'équipements fonctionnels, le projet a facilité la détection et l'alerte rapide des autorités locales et de la communauté en cas de danger.

Le matériel distribué comprend des imperméables, des bottes, des torches pour la vision nocturne, des vélos pour les patrouilles, des téléphones portables, des sifflets d'alerte, des jumelles, des trousse de premiers soins et des mégaphones. En collaboration avec les autorités locales et les chefs traditionnels, un mécanisme de suivi a été mis en place pour garantir l'utilisation appropriée de ce matériel.

En impliquant activement les communautés, le projet a favorisé un sentiment d'appropriation et de responsabilité, essentiel pour la durabilité des résultats obtenus. Les populations locales, autrefois terrorisées et déplacées, peuvent désormais reconstruire leur vie avec un sentiment de sécurité et de confiance renouvelé, contribuant ainsi à la cohésion sociale et à la paix durable dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Renforcement des capacités des FDS et OPJ/APJ



Afin d'améliorer les relations entre les populations des départements du Logone-et-Chari, Mayo-Tsanaga et Mayo Sava avec le système judiciaire et les forces de l'ordre, et de jeter les bases d'une coopération civilo-militaire efficace et durable, le projet a sensibilisé et renforcé les capacités de 1200 officiers de police judiciaire (dont 10 % de femmes) à Kouroussi, Mokolo et Mora. Ces formations ont porté sur l'utilisation appropriée du code pénal, les directives réglementaires et légales en matière d'éthique et de déontologie professionnelles, ainsi que sur les sanctions encourues en cas de manquement à ces règles.

De plus, la formation a couvert les règles de procédure pénale dans un contexte de crise, permettant de mettre à jour les connaissances du personnel judiciaire sur le suivi des gardes à vue dans les commissariats de police et les postes/brigades de gendarmerie.



Cette session a également jeté les bases de la création d'une plateforme de concertation entre les personnels judiciaires des juridictions de droit commun et ceux des services de la justice militaire. À l'issue de la formation, les responsables du système judiciaire, de la police, de la gendarmerie, des douanes et des unités forestières et fauniques ont été orientés sur la procédure judiciaire, et chaque membre du personnel judiciaire a reçu un manuel de bonnes pratiques en matière de procédure pénale dans un contexte d'extrémisme violent.

Par ailleurs, ces sessions de formation ont réuni des officiers des unités de gendarmerie et de police, ainsi que des officiers de police judiciaire. Les agents judiciaires formés sont désormais capables de mener des enquêtes policières dans un contexte de crise, ont une meilleure compréhension des mesures privatives de liberté en temps de crise, et sont capables d'exécuter les différentes décisions de justice conformément à la procédure pénale en vigueur au Cameroun. Ils sont également aptes à maintenir la paix en temps de crise et possèdent une bonne connaissance de l'éthique et de la déontologie professionnelles.

Formation des officiers des forces de défense et de sécurité :

4371

En outre, 4371 défenseurs et forces de sécurité (dont 13 femmes) ont été formés aux droits de l'homme, à la violence sexiste et au droit international humanitaire. Dans le cadre de la rotation militaire dans l'Extrême-Nord, un expert en stabilisation des droits de l'homme a animé un atelier à Mindif pour ces nouvelles forces de défense et de sécurité. Les sujets abordés comprenaient les droits de l'homme, la violence basée sur le genre et le droit international humanitaire.

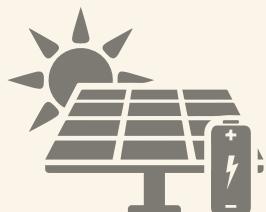


Ces formations ont eu un impact significatif sur la vie des populations locales. En améliorant les compétences des forces de sécurité et en renforçant leur compréhension des droits de l'homme et des procédures judiciaires, le projet a contribué à instaurer un climat de confiance entre les communautés et les forces de l'ordre. Selon les résultats de l'enquête de perception réalisée en octobre 2024, 79 % des ménages vivant dans les localités du JAP du projet de la Facilité Régionale de Stabilisation au Cameroun déclarent avoir accès à la justice. Les populations locales, autrefois méfiantes et souvent victimes d'abus, peuvent désormais interagir avec les forces de sécurité en toute confiance, sachant que leurs droits seront respectés.

En conclusion, ces initiatives ont permis d'assurer le respect des droits de l'homme, de réduire les cas de violation des droits de l'homme ainsi que les cas de violence basée sur le genre (VBG) dans les localités JAP. Cela a également permis de réduire les tensions et de favoriser une coopération plus étroite entre les civils et les militaires, essentielle pour la stabilisation et la paix durable dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.

Installation des lampadaires solaires dans les localités JAP :

490



Pour renforcer la sécurité et améliorer la qualité de vie des habitants, des infrastructures d'éclairage public ont été installées dans les localités JAP du projet. Au total, 490 lampes solaires ont été installées dans les localités d'Amchide, Limani, Mora, Kolofata, Blangoua, Fotokol et Hilé Alifa. Ces installations ont eu un impact significatif sur la sécurité et la mobilité des membres de la communauté.

L'éclairage public joue un rôle crucial dans la dissuasion des incursions de Boko Haram, en rendant les zones mieux éclairées et donc moins propices aux activités criminelles. En effet, la présence de lampadaires solaires a permis de réduire les zones d'ombre où les groupes armés pouvaient se cacher, décourageant ainsi les attaques nocturnes et les actes de violence. De plus, l'éclairage public a facilité les patrouilles nocturnes des forces de sécurité et les comités de vigilance, augmentant leur efficacité et leur capacité à répondre rapidement aux incidents.

En outre, ces installations ont amélioré la vie quotidienne des habitants en leur permettant de se déplacer en toute sécurité après la tombée de la nuit. Selon les témoignages des bénéficiaires, l'installation des lampadaires solaires a transformé leur perception de la sécurité dans leurs localités. Les habitants se sentent désormais plus en sécurité et confiants pour vaquer à leurs occupations quotidiennes sans craindre les attaques.



Résultat 1.2 : Infrastructures de services sociaux essentiels construites et/ou réhabilitées, fonctionnelles et accessibles : 61

Infrastructures
de services
sociaux
essentiels :

6



Un fort accent a été mis sur la construction et la réhabilitation des infrastructures sociales essentielles, car elles constituent l'un des facteurs les plus importants permettant aux populations déplacées de retourner chez elles et de contribuer à un renouvellement du contrat social entre les communautés et l'État. Ces efforts ont couvert plusieurs domaines, notamment administratifs, scolaires, sanitaires et hydrauliques. En ce qui concerne les infrastructures administratives, nous avons réhabilité les sous-préfectures de Mozogo, Fotokol, Waza, ainsi que la sous-préfecture et la maison du sous-préfet de Logone Birni. De plus, nous avons construit le bloc administratif du Lycée de Fotokol et le bloc administratif du CETIC (Centre d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial) de Logone Birni.

La nécessité de la sous-préfecture dans une zone rurale est primordiale, car elle assure une administration de proximité, essentielle pour le développement et la stabilité de la région.

La construction de la résidence et du bureau du sous-préfet profite à toute la communauté, car elle encourage le sous-préfet à rester au sein de la communauté, favorisant ainsi un sentiment accru de responsabilité envers celle-ci. Cela simplifie également les contacts et les dialogues entre les forces de sécurité et le sous-préfet. De plus, ces bâtiments servent pour des événements officiels, tels que des cérémonies et des rassemblements, créant un sentiment d'unité et d'inclusivité parmi les membres de la communauté et renforçant la cohésion sociale.



Infrastructures scolaires :

50



La construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires ont été essentielles pour rétablir les services éducatifs de base dans les zones dévastées par la crise Boko Haram. Parmi les écoles construites et réhabilitées figurent l'École maternelle d'Amchide, l'École maternelle de Limani, l'École publique de Limani, le SAR (Section Artisanale Rurale) de Mozogo, l'École publique de Soueram (actuellement en arrêt à cause de l'insécurité), l'École publique de Makambara, les Écoles publiques groupes 1, 2 et 4 de Fotokol, le Lycée classique de Fotokol, ainsi que les CETIC (Centres d'Enseignement Technique, Industriel et Commercial) de Fotokol et de Logone Birni.

Ces infrastructures scolaires jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement en offrant des environnements d'apprentissage sûrs et adaptés.

Elles encouragent les enfants à fréquenter l'école, ce qui est fondamental pour leur développement et leur avenir. En outre, la présence de ces écoles contribue à stabiliser les communautés en offrant un sentiment de normalité et de continuité, malgré les défis posés par l'insécurité. Les parents sont plus enclins à envoyer leurs enfants à l'école lorsqu'ils savent que les infrastructures sont sécurisées et bien équipées.

L'amélioration de l'accès à l'éducation dans ces zones permet également de renforcer la résilience des populations locales, en leur offrant les compétences et les connaissances nécessaires pour reconstruire leurs vies et leurs communautés. En investissant dans l'éducation, nous investissons dans l'avenir de ces régions, en créant des opportunités pour les jeunes et en favorisant une société plus stable et prospère. Ces efforts montrent comment les infrastructures scolaires peuvent transformer positivement la vie des populations locales, en leur offrant un espoir renouvelé et des perspectives meilleures.

Infrastructures sanitaires :

5



La construction et la réhabilitation des infrastructures sanitaires ont été cruciales pour rétablir les services de santé de base dans les zones dévastées par la crise Boko Haram. Parmi les réalisations notables, nous avons la construction d'un centre de santé à Limani, la construction du centre de santé de Makambara à Fotokol, la construction d'un bloc opératoire à Blangoua, la construction d'une salle d'hospitalisation au CMA (Centre Médical d'Arrondissement) de Mozogo et la construction d'une salle de maternité au CMA de Logone Birni.

Ces infrastructures sanitaires jouent un rôle vital dans l'amélioration de la qualité des soins au sein des communautés locales. Elles offrent un environnement de travail amélioré pour les médecins et le personnel médical, ce qui est essentiel



Infrastructures hydrauliques :

61



pour fournir des soins de qualité. En encourageant les populations à fréquenter les centres de santé, ces infrastructures contribuent à sauver des vies et à améliorer la santé générale des habitants.

Les bâtiments construits dans les services sanitaires permettent d'améliorer les conditions de travail des médecins et infirmiers. Ils encouragent davantage de femmes à choisir l'accouchement à l'hôpital et les malades à se rendre au Centre de santé. Selon les personnels, des chiffres spectaculaires et encourageants ont été enregistrés au jour le jour, témoignant de l'impact positif de ces améliorations.

La construction et la réhabilitation des infrastructures hydrauliques ont été essentielles pour rétablir l'accès à l'eau potable dans les zones dévastées par la crise Boko Haram. Au total, 61 points d'eau ont été réalisés, soit 170 robinets, répartis dans plusieurs localités. À Limani et Amchidé, 10 pompes manuelles et 8 châteaux d'eau équipés de panneaux solaires et de bornes fontaines ont été installés, totalisant 37 robinets.

À Kolofata, un château d'eau avec énergie solaire et borne fontaine a été construit, offrant 4 robinets. À Mozogo, 10 pompes manuelles ont été installées, fournissant 10 robinets. À Waza, 13 bornes fontaines et un château d'eau avec énergie solaire ont été mis en place, totalisant 47 robinets. À Fotokol, Mogodé, Kerawa et Makary, 3 bornes fontaines et un château d'eau avec énergie solaire ont été installés dans chaque localité, offrant respectivement 12 robinets. Enfin, à Hilé Alifa, 6 bornes fontaines et un château d'eau avec énergie solaire ont été installés, fournissant 24 robinets.

Ces infrastructures hydrauliques jouent un rôle crucial dans l'amélioration de la qualité de vie des communautés locales. Elles permettent aux habitants d'accéder à de l'eau potable, essentielle pour la consommation quotidienne, les travaux ménagers et l'hygiène personnelle. En réduisant les longues distances que les populations devaient parcourir pour chercher de l'eau, ces infrastructures contribuent à sauver des vies et à améliorer la santé générale des habitants. De plus, l'accès à l'eau potable réduit les risques de maladies hydriques, favorisant ainsi un environnement plus sain et plus sûr.

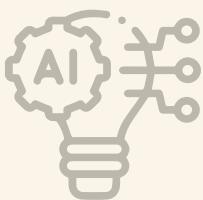
Ces infrastructures permettent de faciliter l'accès à l'eau potable pour plus de 3400 personnes, ce qui est significatif pour la stabilisation et le développement des communautés locales. L'impact de ces réalisations est considérable, car elles permettent aux communautés de se reconstruire et de se stabiliser après les ravages causés par la crise Boko Haram.

En offrant un accès fiable et sécurisé à l'eau, ces infrastructures hydrauliques renforcent la résilience des populations locales et soutiennent leur développement socio-économique. Ces infrastructures hydrauliques contribuent à l'amélioration des conditions des vies des populations locales, en leur facilitant l'accès à l'eau potable et en renforçant la résilience des communautés.



Installations et équipement des infrastructures en technologies renouvelables :

52



La mise en place de technologies renouvelables a été cruciale pour rétablir l'accès à l'électricité dans les zones touchées par les attaques de Boko Haram. En raison de l'absence de fourniture d'électricité, les services administratifs, les centres de santé, les écoles, les maisons de jeunes et les bâtiments de sécurité fonctionnaient mal, ce qui entravait l'efficacité des services publics. Grâce au projet, 52 infrastructures de base ont été équipées de kits solaires, dont 52 bâtiments publics, permettant ainsi de fournir de l'électricité de manière autonome.

Ces installations solaires jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès aux services publics pour les usagers. En fournissant une source d'énergie fiable et continue, elles facilitent le travail des administrations locales, des établissements de santé et des institutions éducatives.



Par exemple, les centres de santé peuvent désormais fonctionner de manière optimale, offrant des soins de qualité même en l'absence de réseau électrique. De même, les écoles peuvent assurer un enseignement continu, et les bâtiments de sécurité peuvent maintenir un niveau de vigilance élevé.

Ces infrastructures favorisent un changement positif dans la vie des bénéficiaires, en leur offrant un accès amélioré aux services essentiels et en renforçant la résilience des communautés locales.

Résultat 1.3 : Ménages ciblés bénéficiant d'opportunités de subsistance

Infrastructures marchandes :

50



La construction et la réhabilitation des infrastructures marchandes ont été essentielles pour revitaliser les économies locales dans les zones touchées par la crise Boko Haram. Au total, 50 infrastructures productives ont été réhabilitées ou construites à Amchide, Limani, Kolofata, Blangoua, Fotokol, Waza et Logone Birni. À Amchide, les travaux ont inclus la construction de deux blocs composés de 12 boutiques chacun, ainsi que des hangars de 32 box, un poste et un magasin agricole, un abattoir et un centre zootechnique.

À Limani, les réalisations comprennent la construction d'un magasin agricole, d'un centre de promotion de la femme, d'un poste agricole, la réhabilitation du centre zootechnique, la construction d'un abattoir et la réhabilitation du marché à bétail. À Kolofata, un centre de promotion de la femme avec une unité de transformation a été construit. À Blangoua, les infrastructures réhabilitées incluent le CEAC (Centre d'Encadrement Agricole Communautaire), le centre zootechnique et vétérinaire, le centre de pêche et le logement d'astreinte du centre zootechnique, ainsi que la DAADER (Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural) de Kousseri. À Moskota, les travaux ont porté sur la construction de la DAADER, d'un magasin agricole, d'un garage pour tracteur et la réhabilitation du logement d'astreinte de la DAADER. À Waza, les réalisations



comprennent la construction de la DAADER, d'un magasin agricole, d'un centre de promotion de la femme et de la famille, de deux blocs de latrines, de la délégation de l'élevage, des pêches et des industries animales, ainsi que du quai d'embarquement à bétail. À Fotokol, cinq hangars ont été transformés en 40 boutiques et trois blocs de 10 boutiques ont été construits. Enfin, à Logone Birni, deux hangars de 30 box et 20 boutiques ont été construits au marché de Kidam, ainsi qu'un magasin de stockage.

Ces infrastructures marchandes jouent un rôle crucial dans l'amélioration des moyens de subsistance des populations locales en facilitant l'accès aux marchés et en soutenant les activités agricoles et d'élevage. Elles permettent aux habitants de vendre leurs produits plus facilement, d'accéder à des ressources essentielles et de bénéficier de services de soutien à la production. En offrant des opportunités de moyens de subsistance ciblées, ces interventions contribuent à la stabilité économique et à la résilience des communautés locales. La présence des marchés transfrontaliers offre des avantages considérables, permettant aux populations locales de commercer avec les pays voisins, d'élargir leurs débouchés et d'accroître leurs revenus.

Formation à court terme/formation rapide et appuyé en kits agricoles dans les sites JAP (ventilé par sexe et âge) : **5093** (2412 femmes et 2681 hommes)

Dans le cadre de ce projet, des sessions de formation ont été organisées pour les organisations paysannes dans les JAP. Ces formations ont touché un total de 533 groupements, regroupant 5 093 producteurs et éleveurs, dont 2 412 femmes et 2 681 hommes. Les détails par zone sont les suivants :

50 groupements dans le JAP de Makari pour **378** producteurs et éleveurs, dont **144** femmes et **234** hommes ;

50 groupements dans le JAP de Mokolo pour **403** producteurs, **225** femmes et **178** hommes ;

40 groupements dans le JAP de Mozogo pour **424** producteurs, **209** femmes et **215** hommes ;

23 groupements dans le JAP de Logone Birni pour **250** producteurs, **98** femmes et **152** hommes ;

50 groupements dans le JAP de Kolofata pour **428** producteurs, **193** femmes et **235** hommes ;

50 groupements dans le JAP de Fotokol pour **426** producteurs, **179** femmes et **247** hommes ;

40 groupements dans le JAP de Hilé Alifa pour **428** producteurs, **141** femmes et **223** hommes ;

42 groupements dans le JAP de Limani pour **465** producteurs, **257** femmes et **208** hommes ;

30 groupements dans le JAP de Amchide pour **377** producteurs, **180** femmes et **197** hommes ;

47 groupements dans le JAP de Moskota pour **501** producteurs, **302** femmes et **199** hommes ;

55 groupements dans le JAP de Blangoua pour **504** producteurs, **250** femmes et **254** hommes ;

56 groupements dans le JAP de Waza pour **509** producteurs, **277** femmes et **232** hommes.

L'objectif de ces formations était d'apporter aux producteurs et éleveurs des connaissances spécifiques en matière d'agriculture et d'élevage, afin d'augmenter leurs capacités de production et de transformation/conservation des aliments²s, tout en tenant compte du changement climatique. Ces formations ont permis aux bénéficiaires d'améliorer leurs techniques de production tout en protégeant l'environnement grâce à l'utilisation de biopesticides et d'engrais naturels, réduisant ainsi les coûts de production.

En plus de la formation, les groupes ont reçu des intrants, du matériel et des équipements pour augmenter leur production. Il s'agit notamment de machettes simples, de houes, de sacs d'urée, de NPK, de litres de pesticides, de pelles ordinaires, de brouettes, de porte-tout, de motopompes, de semences améliorées de niébé, d'oignon et de maïs. Ils ont également reçu des tricycles pour faciliter le transport des intrants agricoles et autres matériels. De plus, les bénéficiaires ont bénéficié de l'appui technique des services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) et du Ministère de l'Élevage, de la Pêche et des Industries Animales (MINEPIA) pour l'accompagnement et le suivi pendant les activités agricoles.



En améliorant les techniques de production et en fournissant des équipements adéquats, les producteurs et éleveurs ont pu augmenter leur rendement et améliorer leur sécurité alimentaire. Les formations ont également permis de sensibiliser les bénéficiaires aux pratiques agricoles durables, contribuant ainsi à la protection de l'environnement. Les facteurs qui ont influencé ce changement incluent

l'accès à des connaissances spécialisées, la disponibilité de matériel de qualité et l'accompagnement technique continu. Les formations et la mise à disposition des équipements donnent des opportunités économiques à court et moyen terme aux bénéficiaires en renforçant leur résilience face aux défis climatiques et économiques. Les résultats de l'enquête de perception réalisée en octobre 2023 confirment l'effet positif des activités de relances économiques dans les communautés. Car, ils relèvent que 81% des ménages vivant dans les localités du JAP du projet de la Facilité Régionale de Stabilisation au Cameroun déclarent avoir amélioré leurs moyens de subsistance.

Résultat 2.1 : Les acteurs de la stabilisation ont les connaissances pour consolider les acquis de la stabilisation et promouvoir la cohésion sociale

Cohésion sociale :
200

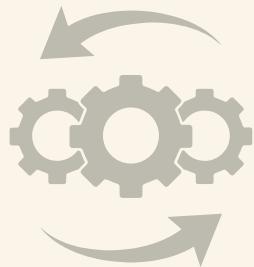


Dans le cadre de notre projet, des séances de formation ont été organisées à Mora, Mokolo et Kousseri, réunissant 200 femmes membres des réseaux des femmes. Ces formations ont porté sur la promotion de l'équité entre les sexes, l'empowerment, le leadership et le plaidoyer. L'objectif était de permettre à ces femmes de développer des attitudes, comportements et pratiques favorables à l'équité du genre, de renforcer leurs capacités en matière de dynamique de groupe et de leadership, et de s'approprier des outils pour mener des actions de plaidoyer efficaces auprès des décideurs.

Ces formations ont également permis d'échanger avec les participantes sur les conséquences des pratiques socio-culturelles néfastes (PSCN) dans les départements du Mayo Sava, Logone-et-Char et Mayo Tsanaga. En développant des stratégies de prévention et de lutte contre les PSCN, ces femmes sont désormais mieux équipées pour contribuer à l'éradication des stéréotypes de genre au sein de leurs communautés.

**Formation
des Leaders
Communautaires :**

80



L'atelier de formation des leaders communautaires sur la participation communautaire à l'action locale, qui s'est tenu les 14 et 15 décembre 2023 à Mokolo et à Mora, a eu un impact significatif sur les participants et leurs communautés respectives. Avec la participation de 80 leaders issus de diverses localités telles que Tourou, Mozogo, Moskota, Kolofata, Kérawa, Gréa et Amchidé, l'atelier a permis de renforcer les capacités des leaders traditionnels, des membres des Comités de vigilance, des Comités locaux de Stabilisation, ainsi que des leaders religieux, des femmes et des jeunes. Les modules de formation ont couvert des sujets essentiels tels que la définition des concepts de participation communautaire, les enjeux de cette participation à l'action locale, et l'amélioration des performances de cette participation. De plus, la mise en place d'un mécanisme local de contrôle et de suivi des acquis du projet a été un point clé de l'atelier. Les participants ont exprimé une meilleure compréhension et un engagement accru envers les processus de développement local et l'entretien des infrastructures communautaires. Cet atelier a donc jeté les bases d'une participation communautaire plus active et efficace, contribuant ainsi à la stabilisation et au développement durable des communautés du Bassin du Lac Tchad.

Ces réalisations ont permis d'atteindre



33 364

bénéficiaires directs



481 577

bénéficiaires indirects

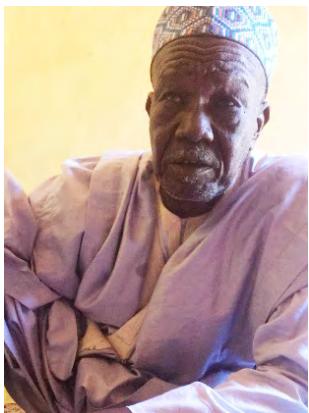


2

TÉMOIGNAGE DES PARTIES PRENANTES



II. Services essentiels de base



Chef de village, Sa Majesté
Sounje Ali
CGCC (Centre de Gestion de
Conflit Communautaire) ou CCMC



«À Makary, au Cameroun, moi-même, ainsi que d'autres chefs et membres de la communauté, avons joué un rôle crucial dans la résolution des conflits. Notre prise de décision collective et notre communication transparente dans notre centre nouvellement construit et équipé ont favorisé un fort sentiment d'unité et de responsabilité partagée au sein de notre communauté.

L'établissement de notre Centre de Gestion de Conflit Communautaire a considérablement renforcé nos efforts. Cette installation est devenue une pierre angulaire pour la justice, la paix et la dignité humaine. Elle offre un espace dédié aux réunions et à la documentation, facilitant ainsi une communication et des processus décisionnels efficaces.

L'influence du centre s'étend au-delà de Makary, atteignant quatre villages environnants : Fotokol, Dabanga, Dabanga et Makary. Lorsque des problèmes surviennent, j'agis rapidement pour assurer le maintien de la paix et de l'harmonie. Ce centre a non seulement transformé le paysage physique de Makary, mais aussi son tissu social, en faisant un modèle réussi de développement communautaire et de résolution des conflits.

L'impact est évident puisque le nombre de conflits résolus a augmenté de 60 % et la satisfaction de la communauté a augmenté de 50 %. Ces chiffres soulignent le rôle vital du centre dans la promotion d'une communauté paisible et cohésive.»



Adjudant Saidou Kolkoche
Chef de brigade des douanes

“Le bureau des douanes de Fotokol a subi une transformation remarquable avec la récente réhabilitation et la construction d'une nouvelle clôture et d'un entrepôt. Auparavant, les utilisateurs hésitaient à le visiter en raison des préoccupations de sécurité. Cependant, grâce aux efforts concertés de l'État et de ses partenaires, tels que le PNUD, la vie est redevenue dynamique à Fotokol.

Nous avons assisté à une résurgence significative des activités économiques. Par exemple, le nombre de transactions douanières quotidiennes a augmenté de 45 %, et les entreprises locales ont signalé une augmentation de 30 % de leurs revenus. Ces chiffres témoignent de l'impact positif de ces améliorations. Fotokol, une communauté de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, est à nouveau prospère et animée.

Le sentiment de sécurité renouvelé et l'infrastructure améliorée ont non seulement stimulé la croissance économique, mais ont également restauré la confiance des résidents et des visiteurs. Cette transformation est un témoignage du pouvoir de la collaboration et des efforts dévoués pour favoriser le développement et la prospérité.”

“Dans la commune de Mokolo, l'insécurité et les cas de VBG ont augmenté en raison de la crise en cours. En tant que sous-lieutenant de la police judiciaire de Mokolo, j'ai été confrontée à la tâche écrasante d'enquêter sur les incidents de VBG. Le contexte de sécurité volatile, les climats extrêmes et les communautés difficiles d'accès ont ajouté à la complexité. Grâce au PNUD RSF, j'ai beaucoup appris lors de l'atelier de renforcement des capacités organisé par le PNUD. Cet atelier nous a permis d'identifier nos domaines de besoin et nous a fourni des compétences pour les améliorer, notamment l'observation du code pénal, le déroulement des procédures de traitement des cas, l'amélioration de la gestion de la sécurité et le maintien de l'ordre administratif et judiciaire dans le contexte de l'extrémisme. Ces compétences ont été très utiles dans la gestion des cas de VBG que je traite.”

Armée de connaissances, elle a transformé son rôle. Elle a réussi à gérer des cas, y compris ceux de jeunes filles vulnérables dès l'âge de 9 ans. Son dévouement a conduit à la justice pour les survivantes.



Mme Noumbissi Alvine
Une Officière de Police Judiciaire

“

“Je m'appelle Aissatou Halidou, j'ai 32 ans et je suis membre du comité local de stabilisation. Les dialogues communautaires ont ouvert une voie essentielle vers la réconciliation et la reconstruction de notre village. Pendant la crise qui a secoué notre communauté, les liens se sont distendus, les familles ont cessé de se parler et un voile de méfiance est descendu sur notre village. Les femmes, autrefois porteuses de paix, ont vu leur importance s'effacer, reléguées au second plan. Nous nous sentions désarmées face à cette situation.

Cependant, grâce aux multiples dialogues communautaires, une lueur d'espoir a émergé. Les facilitateurs ont souligné le rôle crucial que les femmes doivent jouer dans le processus de paix. Leurs voix, longtemps étouffées, ont retrouvé de la force. À la suite de ces échanges, nous avons lancé des campagnes de sensibilisation dans les quartiers, éclairant nos frères et sœurs sur l'urgence de vivre ensemble, de transcender les divisions et de guérir les blessures du passé. Le résultat a été remarquable : les familles se sont réconciliées et les sourires ont fleuri là où la méfiance avait creusé des tranchées. Au sein du comité local de stabilisation, nous soulignons sans relâche l'importance du pardon. C'est par le pardon que nous reconstruisons notre tissu social, tissant des liens solides pour l'avenir.

Nous, les femmes de Logone Birni, sommes déterminées à contribuer à la consolidation de la paix dans notre village. Nous sommes les gardiennes de l'espoir, les artisanes du dialogue, et chaque jour, nous œuvrons pour restaurer la dignité et la sérénité de notre communauté. Ensemble, nous construisons un avenir où la paix est notre ressource la plus précieuse.”



Aissatou Halidou
membre CLS de Logone Birni

Santé



Atta Youssouf

nurse at the Logone Birni Centre
Médical d'Arrondissement de
Logone Birni

“Je m'appelle Atta Youssouf, infirmier de 29 ans, exerçant avec dévouement au Centre Médical de District de Logone Birni. Notre centre a été équipé d'un nouveau bâtiment qui a révolutionné notre plateforme technique. Auparavant, le manque d'un bloc maternité adéquat nous obligeait à utiliser une petite salle pour les accouchements, rendant la gestion simultanée de plusieurs mères très difficile. Cette salle, en plus d'être exiguë, ne respectait pas les normes standards : absence de salle de repos post'accouchement, pas de toilettes, etc., ce qui poussait certaines femmes à préférer accoucher à domicile.

Depuis l'inauguration du nouveau bâtiment, les conditions de travail se sont grandement améliorées, encourageant davantage de femmes à choisir l'accouchement à l'hôpital. En un mois seulement, nous avons enregistré 16 accouchements, un chiffre spectaculaire et encourageant qui témoigne de l'impact positif de ces améliorations. Étant le seul bloc maternité du district, nous anticipons une augmentation continue de ces chiffres.

Face à l'afflux croissant de patients, nous prévoyons, par l'intermédiaire du chef de notre centre, de demander du personnel supplémentaire et une augmentation du nombre de lits à notre administration, afin d'optimiser l'efficacité de nos services. Nous exprimons notre gratitude au PNUD pour son soutien précieux et espérons la poursuite de cette collaboration, essentielle pour la rénovation de notre centre, actuellement en état de délabrement et nécessitant de nouveaux bâtiments.”

Education



Hamadou Yayan

Directeur du CETIC Fotokol

“Avant, nos enfants n'avaient pas d'école à cause de la crise. Tout était détruit, et les habitants des villages voisins dépendent maintenant de nous à Fotokol parce que leurs maisons, écoles et hôpitaux ont été détruits. Nous n'avions que deux blocs, ce qui était insuffisant pour les élèves ; certains suivaient les cours sous les arbres dans la cour, et pendant la saison des pluies, c'était très difficile. Grâce au programme, nous avons bénéficié de la construction d'un CETIC (école technique/professionnelle) : 4 salles de classe, 2 blocs de latrines et un bloc administratif, accompagnés d'ateliers de formation pour nos exercices pratiques. Les enfants sont tellement enthousiastes à propos de cette infrastructure et voient leurs rêves se réaliser. Ainsi, au cœur de Fotokol, où le conflit nous a autrefois déchirés, le centre de formation professionnelle se dresse - un témoignage de résilience, un phare d'espoir. Nos jeunes, armés de compétences, illumineront notre avenir.”

Accès à l'eau

« J'avais l'habitude de passer plusieurs heures par jour à aller chercher de l'eau pour les travaux ménagers. Cette tâche ardue m'a souvent empêché de m'engager dans d'autres activités productives telles que l'éducation ou les activités économiques; Mes enfants se sentaient souvent malades. Notre population a considérablement augmenté avec la crise de Boko Haram, et il y a des réfugiés et des personnes déplacées dans notre village. Les enfants manquaient l'école pour puiser de l'eau. »



Famlata Mamoudou / résidente de Waza, Cameroun

III. Relance économique

Bénéficiaire d'une boutique



Mahama Poklev

« Avant, je vendais mes marchandises au bord de la route, les équilibrant sur deux tables. La crise dans l'Extrême-Nord avait rendu la vie très difficile pour moi. Mais ensuite, le PNUD RSF est intervenu et a construit un marché avec de véritables magasins. Grâce à l'aide de nos administrateurs, j'ai maintenant un endroit sûr pour vendre mes produits, et mes revenus se sont améliorés. Je suis reconnaissant pour cette opportunité. En tant que mari de trois femmes et père de huit enfants, ce soutien a fait une différence significative dans nos vies. »

« Je m'appelle WETEYE Ndidama. La crise a bouleversé ma vie - mon mari m'a abandonnée. Cependant, je dirige TAKAHA, notre groupe d'agriculteurs. Le soutien du PNUD a tout changé. Formations, outils, semences... même un tricycle ! Désormais, nous transportons nos pastèques et nos oignons, et nous louons le tricycle lorsque les champs sont au repos. Nous collaborons avec le Ministère de l'Agriculture. Le PNUD ne nous a pas seulement aidés à survivre, ils nous ont aidés à reconstruire.

J'étais dévastée lorsque mon mari m'a quittée au début de la crise, mais le soutien du PNUD m'a redonné espoir. Les formations et les matériels agricoles qu'ils ont fournis ont permis à mon groupe d'agriculteurs, TAKAHA, de prospérer. Nous avons reçu des semences, des produits chimiques et même un tricycle pour transporter nos marchandises. Pendant les périodes sèches, nous louons le tricycle pour un revenu supplémentaire. Le suivi continu et le cadre fournis par le PNUD RSF et le Ministère de l'Agriculture ont été inestimables. Je suis éternellement reconnaissante au PNUD de nous avoir donné, à moi et à mon groupe d'agriculteurs, une chance de réussir. »



WETEYE Ndidama
agricultrice de 34 ans et
présidente de TAKAHA



NKETCHOU SALOMON
Délégué MINADER Mayo Moskota

“Avant, ce n’était pas facile, car de nombreux agriculteurs n’avaient pas la force de travailler de grandes portions de terres sans l’aide de leurs vaches pour labourer le sol. Il y avait une insécurité alimentaire. Les vaches étaient emportées par les groupes Boko Haram, pénalisant ainsi les producteurs agricoles qui se retrouvaient sans main-d’œuvre pour labourer leurs terres au niveau local. Nous venons de recevoir un nouveau tracteur du PNUD ; cela nous sera d’une grande aide. Nous travaillerons dur pour augmenter notre production, en particulier celle du blé, car notre sol est très fertile, et nous avons jusqu’à présent l’un des meilleurs blés de la région. Cela nous permettra de produire en plus grandes quantités et d’augmenter nos surfaces agricoles. Cette année, nous avons 231 hectares de terres agricoles de blé, et l’année prochaine, nous avons l’intention d’augmenter nos terres grâce à l’utilisation efficace de notre tracteur. En une semaine seulement, nous avons déjà travaillé 15 hectares.”



“Avant, chaque jour était une lutte pour mettre de la nourriture sur la table pour mes enfants,” déclare Dringate Kolokon, un agriculteur local de 50 ans à Mozogo. “Maintenant, grâce au PNUD, nous sommes à nouveau heureux et en bonne santé. Le soutien que nous avons reçu, y compris des outils et une pompe à moteur, a transformé notre agriculture. Nos cultures ne se dessèchent plus pendant les saisons sèches, et nous pouvons transporter nos produits au marché avec facilité. Cela a augmenté nos revenus et nous a permis de payer l’éducation de nos enfants. Nous ne faisons plus que survivre ; nous construisons un avenir ensemble.”



3

APERÇU DES RÉALISATIONS EN IMAGES



I. Sécurité et état de droit

- Gendarmeries et commissariats:



Gendarmerie de Mozogo



Commissariat de police de Fotokol



Logements d'astreinte du Commissariat de Kerawa



Commissariat de police de Kerawa



Dortoir et restaurant à la gendarmerie de Blangoua



Commissariat de police de Kerawa



Gendarmerie d'Amchidé



Commissariat & Douane de Poste frontière d'Amchidé



Guérite frontière d'Amchidé



Commissariat de police de Mogodé



Bureau de douane de Limani



Bureau de douane de Fotokol



Centre de gestion des conflits communautaires de Makary



Tribunal coutumier de Waza

II. Services essentiels de base

- Centres de santé



Centre de santé de Makambara, Fotokol



Consultation prénatale au CMA de Logone birni



Bloc de maternité au Centre Médical d'Arrondissement de Logone birni



- Etablissements scolaires



CETIC de Fotokol



Elèves au CETIC, Fotokol

- Bâtiments Administratifs :



Sous-préfecture de Waza



Sous-préfecture de Fotokol



Forage à Waza



Forage à Waza



Marché de Mozogo



Boutiques au marché de Fotokol



Ha ngars au marché de Kidam, Logone Birni



Magasin au marché de Kidam, Logone Birni

- Agriculture :



Forage agricole à Waza



DAADER (Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement rural), magasin et hangar du tracteur à Mozogo

